Numérisation CERMTRI

Vendredi 19 Décembre 1947 - HEBDO " PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS " 6 FRANCS. Numéro 201

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). QUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

LEÇONS ET PROBLÈMES DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Tout était possible

De multiples leçons sont à tirer du grandiose mouvement de grèves qui secoua la France en cette fin d'année 1947.

Lassés d'éternelles promesses, désireux de régler une fois pour toutes la défense de leur pouvoir d'achat, des millions de travailleurs allaient, au cours de ces semaines historiques, se lancer dans l'action.

Se dégageant des revendications corporatistes et des luttes à caractère partiel, la classe ouvrière française qui depuis la grève Renault d'avril 1947 cherchait la voie de la grève générale, commença un combat d'envergure, sur des mots d'ordre unificateur : minimum vital, échelle mobile des salaires — qui regroupa la plupart des corporations.

Ainsi, les travailleurs donnaient un premier démenti à ceux qui depuis la « Libération », allaient pleurant sur le « manque de combativité de la classe ouvrière ».

Ces luttes d'envergure, expression de la crise profonde du régime capitaliste consécutive à la guerre, se sont déroulées alors que la bourgeoisie française, incapable de procéder à la régénération de l'appareil de production, incapable d'enrayer l'endettement croissant de l'Etat, incapable de conserver son marché extérieur, n'avait plus d'autre ressource que d'augmenter la misère des travailleurs.

Mais elle trouva en face d'elle, une classe ouvrière disposant d'immenses réserves d'énergie, encore pleine des souvenirs de Juin 36 et d'août 1944 ; une classe ouvrière qui ne s'était pas engagée dans des combats d'envergure, non parce qu'elle était battue ou en recul, mais parce que ses chefs traditionnels l'avaient conduite sur des voies de garage.

La grève générale était possible

La grève générale était possible, non seulement parce que la classe ouvrière dans son ensemble était décidée à lutter, mais aussi parce que les revendications que les comités de grève mettaient en avant : minimum vital, échelle mobile des salaires, contrôle ouvrier, ne pouvaient être obtenues qu'en posant la question : *Qui est le maître dans la maison ? Les bourgeois ou les travailleurs ?*

C'est cela qui explique qu'une large partie de l'avant-garde a rapidement compris que les questions revendicatives étaient inséparables de la question du pouvoir.

On ne répétera jamais assez que des milliers de métallos de la région parisienne (Renault, Chausson, S.N.C.A.S.O.) votèrent dès le début de la grève des résolutions exigeant la grève générale pour le renversement du gouvernement Schuman et pour la formation d'un gouvernement des ouvriers et des paysans.

C'est dans le même esprit qu'en province des milliers de manifestants s'emparèrent à diverses reprises des édifices publics : mairies, préfectures, etc...

Renouvelant son expérience de la précédente grève du notre, la bourgeoisie n'hésita pas à recourir à la force. L'emploi des gardes mobiles et de la troupe, caractérisait dès la profondeur de la crise, fut considéré comme favorisé par le jeu de la direction stalinienne.

Mais l'intervention fut, en réalité, limitée. Il ne fallut pas moins de

(Lire la suite en deuxième page)

Pour défendre le profit, Mayer

FAIT PAYER LES PAUVRES

mais il n'y a pas de solution capitaliste à la crise

EN dépit des allures mystérieuses qu'il aime à se donner, M. René Mayer n'a pas trouvé une autre politique que celle de ses devanciers. « Faire payer les pauvres » demeure son programme.

Mais, aujourd'hui, l'affaire est plus difficile. On connait l'histoire de cet avare stupide qui plaignait le picotin mangé par son âne. Il résolut de diminuer cette ration jusqu'à habituer le baudet à ne vivre de rien. L'animal en mourut, et l'avare de s'écrier : « Quel malheur ! Juste au moment où il ne me coutait plus rien... »

Ce qui l'avare faisait par ladrerie, le capitalisme français l'accomplit pour préserver à tout prix son profit. Il lui faut pour cela diminuer constamment la ration ouvrière. Mais le bourgeois, à la différence de notre avare, sait fort bien qu'on ne saurait descendre au dessous de certaines limites. Il veut conserver, même maigre, son âne prolétarien.

La classe ouvrière française est aujourd'hui bien près de la famine la plus noire. Le ministère des accords-conseils de trusts offrirait donc de faire retomber « les sacrifices » sur le maximum de petites gens. L'intolérable domination d'une poignée de profiteurs aboutit à affamer l'immense majorité de la population.

Hausses généralisées

On voit donc la politique de hausses des prix mener sur une grande échelle.

C'est d'abord un train de hausses qui compte, cette fois, une cinquantaine de wagons. Il s'agit de produits finis, du prix des transports, de l'éclairage, du gaz, du tabac et tous accroissements qui interviendront à brève échéance.

Mais l'opération est, cette fois, plus vaste. Elle consiste surtout à donner carte blanche aux capitalistes. Peu de secteurs resteront « dirigés » par l'Etat. La plupart seront libérés. « Et, ajoute Le Monde avec un humour involontaire, pour certains articles, les organisations professionnelles seraient chargées de veiller à ce qu'il ne se produise pas de hausses injustifiées ». Ceci revient à dire que toutes les hausses soi-disant « justifiées » seront licites pour les articles en question tandis que pour les autres la liberté totale sera rendue. On sait ce que parler veut dire.

M. René Mayer a décidément droit à la médaille des vieux serviteurs de la banque Rotschild.

Ces hausses industrielles ne manqueront pas d'avoir des répercussions importantes sur les prix agricoles. Quand augmente le prix des machines agricoles, des engrais, du ciment, de la ficelle-lieuse, etc... augmente aussi le prix des denrées de consommation.

Pour parer à cela, le gouvernement annonce qu'il va procéder à des importations massives de produits alimentaires. Mais avec quel argent, s'il vous plaît ? L'Inde intérimaire demandait, il y a peu encore de soixante millions de dollars ? Mais cette aide est déjà dévorée en partie et servira, pour le reste, à acheter essentiellement des matières premières et du blé.

A supposer qu'une partie soit employée à acheter des denrées de consommation, ce n'est pas quelques millions, mais des dizaines de milliards de francs qu'il faudrait pour assurer seulement un tel plan.

Cela relève de la démagogie et il est douteux que le gouvernement puisse tenter autre chose que des expériences partielles en ce sens.

Et les salaires ?

Face à cette hausse généralisée qui va s'ajouter aux précédentes, que deviennent les salaires ? Les intentions du gouvernement ne se sont pas encore précisées, mais l'on sait qu'il entend remettre aux patrons la possibilité de licencier à leur guise. Cette mesure peut révéler une importance exceptionnelle comme arme entre les mains du capital, notamment en cas de chômages partiels.

Pour le reste, il est question d'un blocage des salaires et traitements jusqu'en mai 1948 !

A ces tentatives scandaleuses du gouvernement, il faut opposer une riposte prolongée, la classe ouvrière doit opposer la lutte pour l'instauration du minimum vital et de l'échelle mobile des salaires, et du contrôle ouvrier. Les leçons des récentes grèves doit permettre aux travailleurs de mener, dans une prochaine étape, la grève générale à la victoire.

Le plan Marshall suprême pensée

Le tissu de mesures scandaleuses et de velléités démagogiques imposées par le gouvernement ne constitue en rien une solution profonde à la crise du capitalisme français : l'outillage reste démodé, la production insuffisante, le bilan national déficitaire.

Le capitalisme français ne veut, au fond, que tenir, avec l'aide des crédits Marshall. Mais ceci ne constituera, en fait, qu'un ensemble des moyens destinés à laisser subsister le régime bourgeois en France sans donner aux entreprises françaises la possibilité de se rénover.

Ainsi, les nouvelles restrictions imposées aux travailleurs et à toutes les petites gens ne constituent vraisemblablement des mesures visoires à l'issue desquels les travailleurs pourront disposer de moyens accrus, mais des mesures de désespoir par lesquelles le capital veut maintenir son profit en plongeant la nation entière dans la misère.

Lutter ensemble contre le grand capital

A cette voie de famine s'oppose la lutte pour imposer un minimum vital garanti et de vraies mesures de salut public qui ne peuvent rentrer du cadre du régime capitaliste.

Toutes les couches de la population, à l'exception des profiteurs sont intéressées à mener cette lutte qui doit aboutir à renverser la domination des trusts et des banques.

Pour que le fruit du travail revienne au travailleur, il faut imposer l'expropriation des trusts, des banques, des assurances et de toutes les grandes entreprises capitalistes.

Il faut remettre leur gestion aux mains des ouvriers avec l'aide des techniciens.

Il faut mettre sur pied un plan de production sous contrôle ouvrier.

Tels sont les objectifs réalistes que pourraient se fixer les travailleurs en lutte et qu'une grève générale victorieuse devrait atteindre.

Pour éviter le parasitisme de l'Etat bourgeois qui s'est développé monstrueusement contre les travailleurs, sous la couverture d'un parlement pourri, il faut instaurer un gouvernement ouvrier et paysan qui mette fin au bureaucratisme.

Ouvriers, petits paysans, petits rentiers et retraités, agents des services publics, le monde du travail tout entier a intérêt à de telles réformes.

Ils peuvent l'imposer par leur action unie, dans la voie de lutte ouverte, magnifiquement par la classe ouvrière.

J. SOUDRAN.

Et ceux de la 46 ?

Libération immédiate de tous les rappelés

Malgré l'optimisme affiché par le pseudo-socialiste Jules Moch, les jeunes travailleurs de la 43 et de la 46, a nouveau encasernés, n'ont pas affiché l'enthousiasme que la bourgeoisie attendait d'eux. Et l'état-major s'est rendu compte que les rappelés n'étaient pas si facilement utilisables contre leurs frères de classe.

« ... En effet, écrit « Combat » le 16 décembre, il un certain nombre de ces hommes avait combattu, le plus grande partie était totalement inéducable. Et ceux qui avaient combattu l'avaient fait le plus souvent parmi les F.F.I. et les F.T.P., c'est-à-dire hors de l'encadrement classique de l'armée ». Ce qui signifie... sans les C.O.V. et dans des conditions qui les ont beaucoup plus préparés à mener une lutte armée contre leurs propres exploiteurs qu'à rétablir, sous le houssette de cet dernier, « l'ordre » capitaliste. Les classes laborieuses ne sont plus au temps de Galliffet et des chassepots qui « faisaient merveille ». L'expérience des « milices patriotiques » leur a appris à distinguer entre l'armée bourgeoise commandée par les généraux à particule et les organisations armées du prolétariat, organisations de classe qui désignent et contrôlent leurs propres chefs. Aujourd'hui, les exploités n'ont aucune envie non même avec la solde — de se déguiser en gardes mobiles pour jouer le rôle de chiens de garde du capitalisme.

Enfin, après avoir confirmé qu'une fois de plus l'intendance se montre incapable d'habiller et surtout de nourrir les rappelés, « Combat » rapporte « ... Il n'est pas sûr qu'une certaine prudence n'ait pas retenu les responsables régionaux de distribuer des armes... En effet, l'état-major pense que le rappel, pour les encadrer, de cadres de la gendarmerie n'aurait pas été forcément suffisant pour empêcher d'éventuelles fraternisations en cas de coup dur. » On ne saurait exprimer plus clairement que l'Etat bourgeois ne peut aujourd'hui, en toute sécurité, renforcer son appareil de répression par l'apport de travailleurs sous l'uniforme. Ce qui entraîne pour lui l'obligation de rétablir à brève échéance des bandes armées du type de celles qui, avant la prise du pouvoir par Hitler et par Mussolini, assassinaient les militants ouvriers et incendiaient les permanences. C'est, aujourd'hui, le rôle du K.P.F. qui, rassemblant dans ses sein tous les éléments fascistes et militaristes, doit permettre la création de telles bandes. Mais il dépend aussi de la vigilance de l'avant-garde et du prolétariat tout entier que leur constitution soit impossible ou inefficace.

Il n'en reste pas moins — malgré la mélancolique conclusion de « Combat » — qu'au moment où nous écrivons cet article, les réservistes sont encore « à la disposition du ministre de l'Intérieur », c'est-à-dire éloignés de leur foyer et soumis à la discipline de l'armée bourgeoise.

C'est à leur cause, la cause travailleuse, qu'il appartient d'exiger leur libération immédiate. Des maintenant, nous devons organiser l'action dans ce but.

Tous ensemble, nous devons faire céder Schuman et imposer la libération immédiate de tous les rappelés de la 46 et de l. 43 !

Un de la 43 nous écrit

« En ce moment, je suis avec un camarade dans un petit bistro de Chartres en attendant midi. Nous étions partis de Mans hier, pour y rester, mais par suite de la bonne coordination des ordres, les flics nous ont acheminés sur Chartres. Nous voumes donc des casernes désaffectées, centrés dans la pulle avec de vieilles couvertures capitalistes. Hier soir, nous nous sommes chouffés sous les portes d'une remise. Ils n'ont rien à nous donner « crotter ».

Il y a un de nos copains l'R'U y avait eu un coup dur... « dix » s'barrent même pas en le temps de se retourner. C'est qui sont frinqués sont chouettes, ils sont dignes de marcher pres. Heureusement que nous allons revenir parmi vous... dans quelques jours.

MARC.

UNITÉ D'ACTION pour faire reculer le gouvernement de répression

NOUS avons indiqué les points sur lesquels l'action commune de tous les travailleurs doit et peut se réaliser immédiatement :

- **Abrogation des lois scélérates;**
- **Libération de tous les grévistes emprisonnés et arrêt des poursuites ;**
- **Levée de toutes les sanctions pour faits de grève ;**
- **Défense des libertés syndicales ;**
- **Libération immédiate de tous les réservistes, en particulier ceux de la classe 1946.**

LES militants trotskystes et tous les travailleurs d'avant-garde doivent être les artisans de l'unité d'action nécessaire pour faire reculer Schuman. Ils briseront les barrières dressées par les chefs réformistes et « autonomistes » d'une part, qui visent à isoler le P.C.F., et par les chefs du P.C.F. d'autre part, qui rejettent les ouvriers socialistes et les assimilent comme agents du « parti américain ».

Par cette action, ils apporteront la contribution essentielle à la préparation de la lutte de demain, pour arracher un pouvoir d'achat garanti par l'échelle mobile.

DES maintenant, prenez contact avec les section locales et les militants des diverses organisations ouvrières pour examiner les modalités de réalisation des objectifs fixés plus haut.

Participez aux comités de solidarité et de défense qui se créent comme à Montrouge, ou impulsez leur constitution là où ils n'existent pas encore.

Pour faire reculer le patronat sur les sanctions, un débrayage limité appuyé par le dépôt d'une déclaration de solidarité signée par toutes les organisations ouvrières de la localité, a les meilleures chances de succès.

Le premier pas d'une action unie pour la libération des grévistes emprisonnés peut être réalisé sous la forme d'une collecte organisée en commun pour leur soutien.

De même, une action plus large pour la libération des réservistes peut être amorcée par la création d'une caisse de « sou du soldat », la signature de pétitions, etc...

Tous à l'œuvre dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villages, pour unir entre eux les travailleurs et briser les reins à la répression patronale et gouvernementale.

Communiquez à la « Vérité » vos initiatives, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus. D'autres s'en inspireront pour aller plus avant.

ATTENTION !

L'augmentation des frais d'impression a accru considérablement nos difficultés financières et « La Vérité » doit remettre au MARDI 31 DECEMBRE, la parution de son prochain numéro.

Camarades, pour nous aider à paraître régulièrement, diffusez notre journal, faites des abonnements, souscrivez.

CONVERSION DU ROUBLE

Il y a donc des privilégiés au pays de Staline ?

PARMI les 200 millions de citoyens soviétiques, l'enthousiasme est débordant ; « en ce matin de rêve », des acclamations montent sans fin à l'adresse du chef aimé des peuples, dont le génie s'exprime à travers chacune des phrases du décret portant conversion du rouble « supprimant les mesures de rationnement... », ainsi parlent la radio soviétique et « l'Humanité ».

Pour celui qui croit sur parole la propagande officielle du Kremlin sur le « triomphe du socialisme dans un sixième du globe », c'est une surprise d'apprendre brusquement qu'il existe en U.R.S.S. quelques spéculateurs, des millionnaires du marché noir, des enrichis de la guerre. Ils apprennent, par la même occasion, que le gouvernement de Staline a conservé un secteur « libre » des objets de consommation où le bureaucrate, le directeur d'usine, l'officier peuvent se procurer tout ce qu'ils veulent à prix d'or.

L'Humanité, elle - même, nous parle des « éléments qui restent encore du héritage du capitalisme et de son esprit de lucre », alors que Staline affirme tous les ans, depuis quinze ans, la liquidation de cet « héritage ».

Depuis longtemps l'inflation que Trotsky appelait « la syphilis de l'économie planifiée » ronge tout l'édifice économique de l'U.R.S.S. Tant que les normes bourgeoises de répartition subsisteront, il est inévitable qu'il y ait inflation, déflation etc. Mais l'existence de cette gangrène que représente la bureaucratie soviétique ne fait qu'accentuer ces phénomènes. Elle empêche une véritable planification que des pays stables rendraient seuls possibles.

☆

Les mesures de conversion du rouble sont indiscutablement un coup porté contre les nouveaux millionnaires, une mesure de défense contre le danger que représentent une tendance prononcée, tolérée qui en est le corollaire, accentuerait la décadence du régime et donnerait le coup de grâce à l'économie planifiée.

Il s'agit, pour la bureaucratie du Kremlin, de procéder à la réduction des liquidité financières des koulkouiens millionnaires et des fonctionnaires. Mais, en fait, ceux-ci ne sont que faiblement touchés puisque les sommes appartenant à ces privilégiés du régime seront échangées sur la base de cinq roubles contre quatre.

En apparence, les salaires sont protégés : l'échange jusqu'à trente mille roubles se fait au pair. Mais en fait il suffit de savoir que le salaire moyen du manœuvre n'atteint pas cinq cents roubles pour comprendre que ces mesures n'améliorent pas la condition des grandes masses.

☆

La propagande officielle se réjouit de la suppression du rationnement, mais la disparition des cartes ne donnera pas nécessairement plus à manger à l'ouvrier russe.

L'alignement de tous les prix actuels du secteur rationné ne signifie rien en soi car les denrées essentielles comme la viande, le sucre, les matières grasses, le sel étaient depuis longtemps inabordables pour les bourses ouvrières (le beurre coûte soixante-deux roubles, le sucre cinquante-trois roubles, le sucre cinquante-trois roubles, le sucre cinquante-trois roubles vont être ramenés à des prix équivalents à ceux des produits « libres », ce qui les laissent difficilement abordables aux bourses ouvrières).

La misère des travailleurs russes ne disparaîtra pas. Les bureaucrates et les spéculateurs mèneront encore une vie aisée. Ainsi se trouve démasqué cruellement le mensonge stalinien de « l'U.R.S.S. pays du socialisme triomphant ». Ainsi se vérifie l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays, au milieu d'un monde capitaliste.

Ainsi apparaît que le sort des millions de travailleurs russes est lié à la lutte révolutionnaire dans le monde entier.

J.

Où va la C.N.T. ?

Dans le *Libertaire* du jeudi 4 novembre, un des responsables de la C.N.T., Joyeux, se lance dans une violente diatribe contre un article de notre camarade Soudran. Nous ne savons pas Joyeux sur le terrain des injures. Notre intention est de discuter fraternellement avec nos camarades anarchistes afin de leur montrer les fautes très graves qu'ils font.

La comparaison entre l'article de Joyeux et le *Libertaire* du 11 novembre montre à tous que Soudran était dans le vrai.

En effet, Joyeux écrit dans le *Libertaire* du 4 novembre : « Nous pouvons constater, par contre, que dans nombre de cas, le fait de grève rapporté par la *Vérité* n'est question d'une prétendue collusion entre la C. N. T. et « Force ouvrière ou la C.F.T.C. »

« Cette collusion prétendue serait une pure calomnie », écrime Joyeux. Bien. A présent ouvrons le *Libertaire* du 11 novembre, dans un article signé Rene Gay, nous le titre « La F.T.T.R. va sombrer ». nous lisons : « Le mercredi 26 octobre, il a été conclu avec la C.A.S. le C.F.T.C., le S.P.I.D. ... ainsi qu'avec le C.F.T.C., le S.P.I.D., ...

Numérisation CERMTRI

L'Assemblée de l'Union Francaise ? Une officine des colonialistes

Le soutien actif des peuples coloniaux est un devoir pour les travailleurs français

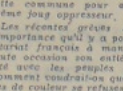
En dépit de la grande pompe qui entoura sa naissance, l'Assemblée de l'Union française a fait son entrée dans l'histoire parmi une indifférence quasi générale. Le gouvernement avait pourtant bien fait les choses. Les travaux d'aménagement entrepris au château de Versailles, pour les besoins de cette nouvelle institution, ont déjà englouti près de 100 millions. Il a fallu, paraît-il, six kilomètres de tubes pour l'installation du chauffage central, et cinq cents kilomètres de fil électrique pour l'aménagement de l'éclairage (avis aux sinistrés).

Toute bel mise en scène solennelle, avec discours de Vincent Auriol, ne parvient pas à masquer le vide de cette Assemblée, sans caractère factice et trompeur. Elle n'est, en effet, le produit d'aucun suffrage. Une moitié de ses membres a été désignée par les groupes parlementaires de la Chambre et du Conseil de la République, c'est-à-dire par les partis. Belle occasion pour accorder une consolation aux candidats malheureux des élections passées. L'autre moitié a été élue dans les territoires coloniaux par les conseils généraux ou les assem-

blées locales dont on sait qu'ils ne représentent nullement les millions de travailleurs coloniaux.

Quant aux attributions de cet aéropage, éminemment démocratique, elles se bornent au droit non moins éminent d'émettre des vœux et de donner des avis. La personnalité de son président achève de donner son cachet colonialiste à l'Assemblée de Versailles. Il s'agit d'un fossile de la IIIe République, ressuscité pour l'occasion de l'homme du Sphinx, de celui qui fit pourver en Indochine les débuts d'aucun et d'opium, comme des champignons : Albert Sarraut, de sinistre mémoire.

Pouvait-on mieux symboliser l'immense duperie qu'est l'Union française ? Le piège est connu de



clament, tel Jacques Duclos, que la France doit maintenir sa présence au delà des mers et s'abstiennent à voter les crédits militaires portent de lourdes responsabilités. Ils se font les complices de l'impérialisme dont la décise demeure : « Diviser pour régner ».

La condition essentielle pour une issue victorieuse aux luttes prolétariennes est d'établir une union indestructible entre toutes les couches d'exploités dans le combat pour l'indépendance des peuples coloniaux.

A. DURET.

En Italie aussi

Le magnifique mouvement des travailleurs italiens s'est terminé au début de ce mois, sans avantage appréciable pour la classe ouvrière.

La combativité n'a pourtant pas fait défaut, et les salves meurtrières des gendarmes de Cangini ne parvinrent ébranler la volonté de vaincre des combattants ouvriers.

Les responsables de cet échec ? Ils s'appellent : Togliatti et Nenni. Tout leur effort a consisté, en effet, à persuader les travailleurs que la « véritable bataille » ne se jouait pas pour le moment dans la rue, mais qu'elle aurait lieu en mars 1948, au moment des élections législatives.

La pression des masses laborieuses reste cependant si forte que, la semaine dernière encore, la C.G.T.I. a lancé le mot d'ordre de grève générale à Rome. Sur 600.000 travailleurs, 95 % cessèrent le travail, et les usines de la capitale, où ils ont 10 milliards de lires susceptible de procurer du travail aux 50.000 chômeurs de la région, Caporri consentit à accorder 6 milliards, et les chefs syndicaux trouvèrent là une occasion excellente de faire reprendre le travail pour empêcher que soit possible à nouveau la revendication de novembre des Comités de gestion ouvrière.

Le gouvernement de Caporri « doit élargir sa base sociale » Saragat : mais il ne s'illusionne guère sur la possibilité de calmer la faim des ouvriers avec des phrases plus gauches, et compte avant tout sur l'appui de Washington, qui manœuvre d'ailleurs en ce sens en nouveau gouvernement.

MOUVEMENTS NATIONAUX ET LUTTES DE CLASSES AU VIET-NAM

Brochure de 90 pages, retraçant l'histoire de la lutte libératrice du Viet-Nam contre l'impérialisme, analysant la structure sociale et la nature de la révolution en Indochine. Prix : 150 francs.

Les règlements de province du parti sont adressés aux nouveaux inscrits demandés sans tarder à Mme J. Weill, Boîte Postale 84, Paris-19e.

Le Carnet de l'affamé

Coulé de Forestie, ministre du Ravitaillement, élève dans une ferme des Deux-Sèvres des centaines de porcs. Il est aussi fabricant de produits alimentaires pour ces porcs.

Un jour un certain Coulé de Forestie fut nommé administrativement pour avoir mélangé à la nourriture des porcs des denrées utilisables pour l'alimentation humaine.

Un point, c'est tout.

L'indice des prix de détail est passé de 1.228, en octobre, à 1.316, en novembre. Le pouvoir d'achat ouvrier a monter et le pouvoir d'achat a baisser.

Alors qu'il en arrive aux Halles, les autos sont introuvables sur les marchés et chez les boutiquiers. Ils vont en masse chez noir et dans les restaurants de luxe où on les paie 50 et 60 francs la pièce. Ce n'est ni pour toi ni pour moi.

Le préfet de la Seine vient de prononcer l'augmentation des taxes sur l'enlèvement des ordures ménagères (qui passeraient de 30 % à 45 % de la valeur locative).

En somme, le lutte contre la vie chère est en bonne voie.

Histoire de vous changer du maïs, on incorpore actuellement dans les farines dites « panifiables », de l'avoine, du son et des tourteaux de soja.

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	300 fr.
6 mois	190 »
3 mois	99 »
de soutien	600 »

Adresse ton abonnement, dès aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2e.

Les ouvriers tirent la leçon de la grève

Une enquête de la "Vérité" par Mathias LOUBET

Rien n'est réglé et nous devons encore nous battre nous disent Fonctionnaires et Métallos

La presse bourgeoisie, à laquelle se joignent les journaux « socialistes », a essayé, contre toute évidence, d'interpréter comme une victoire bourgeoise et une défaite ouvrière l'issue des dernières grèves. L' « Humanité », de son côté, si elle parle de rentrée en bon ordre et de luttes futures, se garde bien d'analyser les raisons pour lesquelles le mouvement a abouti à une impasse.

C'est pourquoi la « Vérité » est allée demander à des ouvriers du rang ce qu'ils en pensent.

J'ai d'abord voulu aller voir ces fonctionnaires dans l'attitude desquels les briseurs de grèves, depuis Scheman jusqu'à Jouhaux, veulent voir une approbation de leur politique.

OUI, NOUS VOULONS NOUS BATTRE, DISENT LES FONCTIONNAIRES

A la porte de la Radiodiffusion française, rue de Grenelle, dès que j'entends parler la camarade A. P., syndicaliste de vieille date, je comprends combien était grossière la falsification qui veut faire d'elle et de ses tels militants comme des jaunes.

— *Pourquoi je me suis prononcée contre la grève ? Mais parce qu'on ne nous pas posé le problème de la politique de parti ! et que je ne voulais pas que notre mouvement soit utilisé à de telles fins.*

— Oui, mais alors, es-tu satisfaite du résultat et de ce qu'a accordé le gouvernement ?

— *Absolument pas, c'est insuffisant et ça ne règle rien.*

— Mais alors, dans ce cas, que faudra-t-il faire demain ?

— *D'abord, le gouvernement ne doit pas croire que nous sommes prêts à tous accepter. J'ai été contre cette grève parce qu'elle était mal engagée et risquait de briser nos organisations. Demain, dans toutes conditions, je suis pour une grève générale illimitée.*

Mais une autre employée, la camarade Perrou, qui a aussi de nombreuses années de militantisme à son actif, s'approche.

— *Moi, j'aurais fait la grève pour quelque chose qui règle une bonne fois pour toutes le problème des salaires. A mon avis, c'est avant tout un vrai minimum vital et surtout une échelle mobile des salaires. Et puis, je suis contre ces grèves d'avertissement qui ne servent à rien et permettent au gouvernement de se moquer de nous. Mais je n'ai pas peur des responsabilités et je suis contre le vote secret. Il faut une grève, et ce sont toujours les minorités qui entraînent la majorité.*

LES METALLOS NE S'ESTIMENT PAS BATTUS

C'est ainsi que l'on peut résumer les échos des conversations entendues dans ce bistro des environs de l'usine Renault pendant la pause de midi.

C'est ce qui me confirme le camarade Maurice B., ajusteur P1 à l'atelier d'outillage, qui ajoute :

— *Ce n'est pas vrai, qu'il y a division dans la grève, c'est d'abord parce qu'il y a eu la pression de tous les ouvriers qui sentaient qu'ils étaient obligés de se battre pour garantir leurs conditions d'existence. Dans cette lutte, surtout après la grève de mai, on nous demandait ce qu'il fallait en finir une fois pour toutes, et c'est dans l'enthousiasme qu'on a démarré. Pas vrai, Robert ?*

Robert opine du bonnet.

— *Mais, ajoute-t-il, on avait compris aussi qu'il ne pouvait plus s'agir, cette fois, d'une grève Renault, ou même des métallos, et qu'il fallait que toutes les corporations débrayent en même temps. Et c'est parce que la direction de la C.G.T. n'a pas fait ce qu'il fallait pour ça que, par la suite, la combativité a diminué et qu'ensuite il a fallu rentrer.*

— *Bien sûr,* reprend Maurice B., *Et puis, ce qu'il fallait aussi, c'est un programme et de vrais mots d'ordre. Discuter avec le gouvernement sur 25 % ou 1.500 balles ça ne servait à rien. On sait bien que, finalement, on va lui faire des prix. On l'aura dans le dos s'il n'y a pas une augmentation automatique des salaires quand la vie augmente. C'est surtout pour ça qu'on aurait dû se battre.*

— Alors, maintenant, qu'est-ce que tu penses qu'il va arriver ?

— *Oh ! bien, c'est simple : notre situation est aussi moche qu'avant la grève et va devenir encore plus moche avec le plan du gouvernement. Alors, y a pas de bon Dieu, y faudra remettre ça.*

— Mais COMMENT remettre ça pour éviter que ça finisse comme cette fois ?

— *Oh ! bien, avant tout, y faut que la C.G.T. soit une vraie organisation au service des intérêts des ouvriers. Y a de nouvel de ces deux tendances qui s'emparent, mais qui, chacune à sa manière, sert d'autres intérêts que les intérêts et ne pense qu'à des combines de politique et de places au gouvernement.*

— Mais tu ne crois pas qu'il faut quand même que la question du gouvernement pour régler les intérêts des ouvriers ?

— *Bien sûr, mais pas comme font les socialistes et les communistes. Même les communistes, à la Chambre, ce sont eux qui défendent le plus les intérêts des ouvriers, mais c'est pas encore ça ; ils ne sont jamais jusqu'au bout. Y a d'abord la direction qui prétend que le M.R.P. : il faudrait que les socialistes et les communistes arrivent à s'entendre pour faire un gouvernement qui applique un vrai programme ouvrier. On peut arriver à tout ça, mais à condition de donner de la force à une vraie direction ouvrière et révolutionnaire. D'autres luttes sont inévitables, mais on ne pourra réussir que si on réalise ça.*

» *Ah ! puis, dis donc, il y a quelque chose que je voudrais bien que tu dises. On ne fait pas ce qu'il faut pour les fonctionnaires ou les ouvriers nationalisés. Des phrases, ça ne suffit pas. Il faut toute une action, avec des débrayages. Ici, je sais ‘ qu'on n'hésitera pas, et, en plus, ça renforcerait les copains pour préparer la revanche.*

Une nouvelle direction syndicale révolutionnaire

Comment réélire les responsables syndicaux

La tendance Frachon de la C. G. T. appelle les syndiqués à procéder, après la vague de grèves, à la réélection des directions syndicales. Il y a là un pas fait vers le respect des règles de la démocratie syndicale, dont on ne peut que se féliciter. Nous considérons, cependant, que la démocratie syndicale exige le scrutin de liste, avec représentation proportionnelle à tous les organismes de direction. En effet, chez Renault, par exemple, il est indiqué qu'il sera constitué des sections par types de L. E. ou tout syndiqué pourra se faire inscrire. Mais, dans la C. G. T., le droit de tendance, s'il n'est pas encore officiellement reconnu, est néanmoins un fait. Et considérons, dans l'exercice de la démocratie ouvrière exige le vote sur des listes de tendance. Ainsi les syndiqués pourraient voter pour leurs tendances et les programmes de leur choix : qui pour « Front ouvrier », qui pour « Force ouvrière », qui pour la « Vie ouvrière » (Frachon). Pour refléter l'opinion de la base, la composition des comités de grève et des organismes de direction devant évidemment être strictement proportionnelle. Il est évident, comme l'ont proposé les Comités de défense Jeunesses socialistes, que ce renouvellement des directions syndicales ne peut se concevoir sans congrès extraordinaires à tous les échelons, y compris sur le plan confédéral.

Ces, comme l'écrit justement le *Drapeau rouge*, qui réclame un congrès extraordinaire de la C. G. T. :

Laisser la C. G. T. entre les mains des dirigeants actuels, majoritaires ou minoritaires, c'est courir à la catastrophe. Seule une politique hardie, révolutionnaire, de la centrale peut regrouper les travailleurs autour de leurs intérêts, aux scissionnistes avoués et aux « suitistes » qui disent et collectivisent les mots d'ordre de la base ne cesse de clamer depuis des années la tendance révolutionnaire « Front ouvrier » de la C. G. T.

Réélire les directions syndicales représente pour le syndiqué un acte de la plus haute importance. Cette vague de grèves lui a permis de se rendre compte de l'incapacité des dirigeants syndicaux actuels à diriger un véritable combat. En effet, il est apparu pour d'immenses masses que la bourgeoisie de ce pays ne donnerait pas satisfaction aux revendications essentielles du minimum vital, garanti par l'échelle mobile, sans une lutte de classes menée jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

C'est pour avoir voulu, comme il l'écrit lui-même, protéger « le réformisme capitaliste », que Jouhaux a fait le jeune : et c'est pour ne pas avoir voulu diriger une grève qui tendait à renverser le « régime » que Frachon a été forcé de lancer l'ordre de grève générale.

Seule, les syndicalistes révolutionnaires, fidèles à la tendance « Front ouvrier », ont résolument posé le problème du renversement du gouvernement bourgeois, en dénonçant les manœuvres des partis faibles moyens le leur permettaient, les revendications révolutionnaires du

DE DOUAI

On nous écrit :

Ici, nous venons de vivre d'impressionnantes journées de grève. Mineurs et cheminots commencèrent à se mettre en grève, suivis bientôt par les métallurgistes, puis par le bâtiment, l'ensemble des trois jours après le déclenchement ils ne subissait plus d'autre autorité que le pouvoir qui celle des trimards leurs en lutte, une manifestation ayant lieu le lundi 26 où 31 ouvriers, dont 6 mineurs, étaient des jeunes, voisins publics (de nombreux C.R.S. rassemblé d'ailleurs leurs armes contre la foule). durant la première semaine, sans peut être aucune efficacité, mais cette manifestation avait quand surgir. Malheureusement les stalinien (notamment A. Duhem) qui dirigent cette cause des ouvriers, leur donnant pour mission, non de prendre l'offensive contre le pouvoir, mais de rester sur puits, que satisfaction soit donnée à leurs légitimes revendications. Comme d'habitude qu'ils ont agi, tactique, isolant les différentes corporations chacune dans une tour d'ivoire, sans coordination aucune, n'a pas tardé à porter ses fruits ; au bout de quinze jours, quelques mineurs étaient les seuls à rester en grève, les autres métallurgistes, P.T.T., les gaz, les usines métallurgiques, les bâtiments, les gens de mines, Douai et si bien que le 8 décembre ils sont rentrés, la C.G.T. ne s'est pas trouvée remarquer que Douai est un des derniers centres ferroviaires occupés par les troupes étrangères.

Malgré tout, aucune force n'son s'engager dans les zones minières des zones occupées, mais leur action laisse pas la sendarmerie. A un meeting une résolution fut adoptée, les mineurs affirmèrent leur volonté de continuer la lutte en flessant des barricades devant leurs cités.

J. DENEFIERE.

OUVRIERS COMMUNISTES LA VOTRE DEPEND DE VOUS

Démocratie nouvelle et vieux mensonges (3)

LES objectifs bornés et purement revendicatifs, la grève par vagues dans les fédérations et dans les départements, l'étouffement de la volonté des comités d'usines, le torpillage des initiatives prises à la base pour constituer des comités locaux véritablement représentatifs ; le refus de susciter à l'échelle du pays les groupes d'autodéfense ou les milices ouvrières, qui auraient brisé l'offensive dispersée des forces gouvernementales, l'absence d'objectifs politiques capables d'unir tous les travailleurs dans la lutte pour chasser le gouvernement bourgeois, le silence obstiné de la majorité confédérale qui fit, jusqu'au dernier jour, la sourde oreille à l'appel impérieux des comités de grève et des fédérations réclamant l'ordre de grève générale. Et, pour finir, la capitulation, conséquence logique de cette longue série de trahisons des intérêts prolétariens.

VOILA le bilan dont les ouvriers commencent à prendre conscience des comptes aux chefs staliniens. Les déclarations « gauchistes » des Duclos et des Marty n'y changeront rien.

Des erreurs ?

Les grandes masses ont-elles refusé de combattre ? Les faits répondent non à cet argument traditionnel des généraux incapables ou félons.

N'est-il alors d'erreurs commises par des dirigeants révolutionnaires de bonne foi ?

Les événements italiens font justice de cet argument. Ne voyons-nous pas le P.C. en Italie, comme en France, s'opposer à la grève, quand les ouvriers, secteur après secteur, région après région, et organisé à Rome une grève générale illimitée ; qui, faute d'objectifs valables, s'épuise tout normalement après quelques jours ?

Comment ne pas y voir, derrière les phrases gauchistes et les décrets aventuriers, la même ligne constante de collaboration de classes ? Certes, les chefs staliniens ne travaillent pas directement pour le compte de M. Mollet, au renforcement des positions de la bourgeoisie, mais incontestablement ils ont été traînant la classe ouvrière, parce qu'ils expriment politique de la bureaucratie privilégiée de l'U.R.S.S., dont les intérêts sont directement menacés par la révolution prolétarienne qui, par sa nature même, cherche constamment, à travers toutes les difficultés, à se mettre à « statu quo » lorsque, à perpétuer la réhabilitation du régime soviétique dégénéré et de l'impérialisme pourrissant.

Au pays de Tito... et du roi Michel

La démonstration la plus complète de cette volonté de conservatisme se fait jour dans les pays de l'Europe centrale que la propagande du Kremlin nous présente comme des « démocraties populaires » en marche vers le socialisme, par la grâce de Staline et par la grâce des chefs staliniens de ces différents pays. Nous consacrerons une série d'études détaillées à ces pays, afin de montrer, dégageant la signification des mouvements rapporte établis dans ces « démocraties populaires » Nous nous pouvons entrevoir des maintenant leurs caractères communs.

Révolutions décapitées

Au lendemain de la défaite allemande, les bourgeoisies d'Europe centrale, de la Pologne à la Yougoslavie, se trouvent approprées du fait, d'abord par la politique de pillages et d'annexion de Hitler ensuite, de conditions plus favorables, et, par la mainmise des ouvriers sur les entreprises (comités d'usine, contrôle ouvrier). Plus encore que l'appareil économique de la bourgeoisie, son appareil d'Etat se trouvait complètement disloqué et incapable de s'opposer à l'action des masses. Les seules forces actives dans ces pays étaient, d'une part, la classe ouvrière ; d'autre part, l'armée rouge, d'occupation. Aucune force ne pouvait donc devoir sauver de la destruction le régime capitaliste, s'opposer à